

## FORUM SOCIAL EUROPEEN – Paris, novembre 2003

### SEMINAIRE sur : Le Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI) et développement : Quelles alternatives au dogme néolibéral ?

(Communication introductive aux débats de M. Djilali Benamrane, économiste, membre de l'Association BPEM)

#### 1... Par rapport aux enjeux du SMSI :

1.1... Les secteurs de l'information et de la communication connaissent les dynamiques de concentration des activités et des opérateurs du marché global et de ses grandes composantes parce que ces secteurs constituent à la fois des objets mais aussi des sujets des restructurations, transformations et développements des autres secteurs. Pour ouvrir quelques pistes et nourrir les débats, trois phénomènes importants caractérisent le mieux ces transformations et restructurations :

- i) la société mondiale est devenue une cible globale des grands opérateurs avec des efforts conséquents de formatage de langues et d'idées : Aujourd'hui, nul ne conteste **la suprématie de la langue anglaise, devenue langue de la mondialisation et de la globalisation** qu'il s'agisse de relations d'affaires, diplomatiques mais aussi d'échanges scientifiques, technologiques ou culturels. Aujourd'hui, **la globalisation affecte tous les secteurs d'activité** de l'information et de la communication, qu'il s'agisse de moyens et services de production et/ou de consommation de contenus et autres produits. De plus, la langue anglaise profite de la domination sans partage de la pensée unique dont elle sert de premier véhicule visant à imposer par tous les moyens toutes les communautés, même celles vivant dans les taudis, les tentes et autres abris précaires et insalubres. Le phénomène de généralisation des échanges via Internet ne fait que renforcer et accélérer cette tendance lourde. Pourtant, **les technologies basées sur la norme de caractère d'Unicode rendent faisable aujourd'hui l'établissement d'une infrastructure multilingue** qui réponde aux exigences et préoccupations d'accès à la communication par des langues internationales, nationales et locales. Il existe des travaux portant sur l'opérationnalité du répertoire des **caractères latins encodés en unicode** pour répondre à plusieurs langues africaines. Certes, des Conférences internationales traitent de l'Internationalisation de l'Unicode dont la 25<sup>ème</sup> Conférence aura lieu en mars 2004 à Washington aux USA. Cette conférence examinera les conditions et explorera des avancées récentes, aussi bien que les meilleures pratiques réalisées en la matière. Ce sera bien sûre l'occasion de poursuivre et d'approfondir les discussions pour le renforcement du réseautage autour des priorités et préoccupations des parties. Cette concertation en réseau concerne des participants acteurs développeurs ou utilisateurs potentiels de logiciels d'Unicode, ou bien

partisans d'approche unilatérale et globalisante de logiciels de l'Internet. **Sont concernés de nombreux spécialistes** gestionnaires, des ingénieurs créateurs et développeurs de Software, des essayeurs, des analystes fonctionnels, des gestionnaires de programmes, des graphistes créateurs de polices, des concepteurs, des producteurs de contenus, des créateurs et administrateurs de Web, des coordonnateurs de sites, des personnels de marketing de produits etc, toutes spécialités, l'exode des cerveaux aidant, qui sont quasi indisponibles dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier. Combien de fonctionnaires et d'experts compte l'Afrique en charge de ces questions, de leur suivi ? Combien d'Africains pourront se rendre à Washington pour participer ? Combien d'entre eux dépendant de la source de financement de leurs billets et perdus sont-ils en mesure de contribuer et d'apporter des propositions fondées ? Combien sont-ils impliqués dans des groupes de discussion dont l'essentiel se fait pour l'essentiel par Internet, en Anglais et pas par voie de tamtam en Wolof ou en Swahili ? Au niveau des médias traditionnels de presse écrite, radios et télévisions, même s'il subsiste et se développe encore des supports locaux, nationaux ou régionaux utilisant d'autres langues internationales, nationales, voire des dialectes, il n'empêche qu'on note une domination des quelques agences de production de l'information de base, internationale, régionale et nationale en anglais qu'exploitent les catégories inférieures des médias qui s'expriment dans les autres langues<sup>1</sup>.

- ii) la tendance lourde à muscler les opérateurs avec des impératifs de **parachèvement des processus de privatisation** et de **poursuite et d'approfondissement des processus de concentration et de fusion** des opérateurs privés aux échelles internationale, régionale et nationale. S'il semble exister un paradoxe dans les attentes et les résultats obtenus grâce aux progrès des NTICS, cela n'est qu'une apparence. En effet, d'un côté, les progrès liés aux potentialités portées par **la numérisation et la miniaturisation** qui favoriseraient l'émergence et le foisonnement de médias pouvant, à coûts relativement réduits, impliquer une population importante et disséminées. De l'autre, la réalité **d'une dynamique de concentration des systèmes de médias** détenus par une ou deux dizaines de potentats qui produisent, gèrent ou contrôlent à l'échelle mondiale plus de la moitié des supports médiatiques qu'il s'agisse de la presse, de l'édition, des radios, des télévisions ou des films<sup>i</sup>. Ces opérateurs dominants mènent un **lobbying puissant en faveur de la déréglementation** et légitiment des politiques de profits pour satisfaire patrons et actionnaires. A noter aussi que ces potentats ont **tendance à diversifier leurs champs d'activité pour élargir leur domination** sur des domaines stratégiques en amont ou en aval de l'information et de la communication<sup>ii</sup>. A noter enfin la banalisation de phénomènes inquiétant d'intégration et de confusion entre le pouvoir exécutif et

---

<sup>1</sup> L'exemple parfait fut le cas de CNN qui a disposé du monopole parfait de la couverture exclusive, images et son, des événements du Golfe de 1991 et d'un monopole presque parfait pour les événements de 2003 dans la même Région avec quelques intrusion de la Chaîne arabe El Djezira.

celui de médias, avec le cas exemplaire de l'Italie où Monsieur Berlusconi est à la fois maître de l'exécutif italien et propriétaire d'une partie plus que significative des médias de ce pays.

- iii) la tendance discrète mais efficace à adapter **les opérateurs onusiens et intergouvernementaux pour légitimer la fatalité de l'acceptation de la pensée unique** et du triomphe de la domination de l'initiative privée assujettie aux seuls critères du marché<sup>iii</sup> : Depuis plusieurs années déjà on note des stratégies articulées de réduction de l'aide publique au développement (APD) et de **tentatives de promotion du partenariat avec les milieux d'affaires pour le remplacement de l'aide publique**. Le Secrétaire Général des Nations Unies s'est lancé lui-même dans une croisade en faveur du partenariat avec les opérateurs privés invités discrètement à créer des fondations pour camoufler les flux d'aide et leur impact des plus rentables sur les activités des donateurs. Toutes **les Agences du système des Nations Unies sont invitées à emboîter le pas et à développer des initiatives de promotion de tels partenariats**<sup>iv</sup>. La palme d'or devrait revenir à l'Agence onusienne l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) qui tire fierté de son initiative de faire participer avec tous les honneurs les représentants des milieux d'affaires à la préparation et à l'organisation du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI)<sup>v</sup>.

1.2... articuler les enjeux du SMSI avec ceux du FSE mais aussi des autres sommets mondiaux qui auront à traiter dans les mois ou dans les années qui suivent, directement ou indirectement de l'information et de la communication (Tunis 2005) régionaux (G8, TICAD, NEPAD, Francophonie, UE/ACP, EuroAfrique, France-Afrique, etc...) : Il n'est pas de trimestre, voire de mois qui passent sans que la communauté internationale n'organise à grands frais des shows sur les problèmes du développement resitués dans le contexte de la globalisation. **La préparation, l'organisation et le suivi de ces grandes messes ont un coût exorbitant que les pays pauvres** ne peuvent assurer pour des délégations gouvernementales et encore moins pour des représentations d'un secteur privé naissant misérable ou d'une société civile sans moyens. Cette discrimination ne fait que s'amplifier avec les méthodes modernes de travail, recourant de plus en plus à Internet, arme dissuasive sans précédent de marginalisation ainsi que cela ressort dans les études sur les tendances avérées à **l'aggravation du fossé numérique**. Les programmes d'ajustement structurel et les impératifs de dégraissage des fonctions publiques, imposés par les Institutions de Bretton Woods ont clochardisé les Etats et les administrations des pays pauvres, les plaçant dans une position de mendicité, de complaisance et de défensive sans aucune maîtrise des dossiers ni de capacité d'évaluation et de suivi des engagements souscrits lors de ces rencontres. Grâce à des dispositifs de financement divers et variés, mis en place au cas par cas et selon les humeurs par les bailleurs de fonds, ces Etats, leurs administrations, leurs opérateurs privés, de leur société civile sont confinés dans un rôle d'alibi pour la victoire de l'idéologie de la pensée unique.

## **2... Les alternatives au libéralisme :**

2.1... subordonner les objectifs d'information à ceux de la communication pour donner un sens à l'interactivité, la rétroactivité et la proactivité de l'information. La défense du droit d'accès à la communication pour exercer ses droits de citoyen actif est plus aisée à présenter et à argumenter que celle du droit à l'information, qui le plus souvent est considérée comme unilatérale et descendante.

2.2... Reconquérir le global à partir du local : l'idée de bien public à l'échelle mondiale, de bien non appropriable par un opérateur aux seules fins de profit et de domination ne peut devenir une réalité que si les populations - consommateurs ont conscience et sont prêtes à se battre pour conquérir ce bien et à en défendre l'accès égalitaire, universel.

2.3... proposer des voies et des moyens pour ériger l'information et la communication comme partie intégrante des droits universels de l'homme et en garantir l'accès égalitaire à tous au même titre que les droits à satisfaire ses besoins de respirer, d'assouvir sa faim et sa soif, de s'habiller, de se loger, de s'éduquer ou de se soigner.

2.4... Montrer la faisabilité de la chose par référence à l'exemple nigérien où une expérience d'accès de communautés villageoises aux moyens d'information et de communication est menée avec succès, de façon durable et aux moindres coûts, sans intervention ni d'opérateurs privés ni des lois du marché. Les communautés villageoises nigériennes ont montré leurs **capacités à gérer de façon autonomes et durables des radios FM utilisant principalement des langues locales pour véhiculer des programmes de développement et de proximité** utiles aux bénéficiaires immédiats et, grâce aux travail en réseau, aux populations des autres radios communautaires.

---

<sup>i</sup> cf. "Media Monopoly" de Ben Bagdikian cité dans [www.joe-linux.org/article.php?id\\_article=76](http://www.joe-linux.org/article.php?id_article=76) ... les 29 plus grands système de médias produisent la moitié des rendements de tous les journaux et la plupart des ventes et des audiences dans les magasins, la radiodiffusion, les livres et des films...

<sup>ii</sup> cf source citée précédemment ... Les géants de médias sont également diversifiées dans d'autres champs. Par exemple GE et Westinghouse, les deux propriétaires des réseaux principaux de télévision sont des compagnies multinationales énormes et diversifiées, fortement impliquées dans des secteurs controversés de la production d'armes et d'énergie nucléaire... Elles sont subventionnées par l'Etat pour la production de l'énergie, les dépenses de recherche développement et les exportations...

<sup>iii</sup> Cf. "Building partnerships" livre de Jane Nelson – Prince International Business Leaders Forum – qui décrit la coopération croissante entre l'ONU et les milieux d'affaires que le Contrat Global mis en place par l'ONU appelle à participer à la résolution des problèmes du développement planétaire.

<sup>iv</sup> A titre d'exemple, dès 1999, le Secrétaire Général de l'ONU a lancé le concept de Contrat global pour légitimer le recours aux appels au secteur privé pour compenser la baisse de l'APD. Le recours au secteur privé comme partenaire incontournable à la réalisation des objectifs et programmes de l'ONU est recommandé par la Déclaration du Millénaire adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre 2000 qui confirme l'impératif d'un partenariat global pour le développement. la même année, le PNUD dans sa nième restructuration/adaptation aux nécessités de la globalisation a créé en son sein un Bureau des Ressources et des partenariats stratégiques dont les opérateurs du secteur privé et les fondations y relatives deviennent les possibles contributeurs du PNUD au même titre que les pays donateurs... Cela bouleverse le mandat initial et la fonction première du PNUD en sa qualité d'institution de mobilisation des ressources par des contributions volontaires des pays riches pour le financement du développement des pays pauvres. Cette tendance de l'ONU est confortée à divers niveaux avec notamment la dernière trouvaille/gadget des Chefs d'Etat africains le "Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique" qui plaide pour la fin de l'APD et son remplacement par des investissements et des aides d'opérateurs privés.

<sup>v</sup> Cf. les analyses de Jean Louis FULLSACK sur l'UIT et les dérives constatées dans son fonctionnement et dans l'accomplissement de son mandat, notamment sur le site Web de CSDPTT.